

### CLUSTER [EDUCATION]

Les chiffres ci-dessous seront présentés sous forme d'infographie (réalisation IM OCHA)

- Nombre de personnes dans le besoin (3-18) : **1 035 618**
  - o Pourcentage de femmes **30 %**
  - o Pourcentage d'hommes : **70%**
  - o Pourcentage d'enfants (3-18 ans) : **51 % filles ; 49 % garçons**
  - o Pourcentage de personnes âgées : **0 %**
- Chiffres clés du cluster :
  - Enfants non scolarisés (3-18 ans) : **510 348**
  - **828 138** enfants inscrits à l'école primaire (F1) dont 358 462 filles soit 43% des enfants inscrits en 2018-2019.
  - **Sur un total de 7 967<sup>1</sup> enseignants physiquement présents pendant toute l'année scolaire, 5,465 sont des maîtres parents, ce qui représente environ 69% du corps enseignant**
  - Ratio élèves/maitres sur base des élèves inscrits est de 104
  - Ratio élèves/maitres sur base de la population scolarisable est de 147
  - Ecoles non fonctionnelles pendant l'année scolaire 2018-2019 : **378 sur 2 598 écoles au total**

#### Aperçu

La stabilité relative observée après la signature de l'APPR se traduit positivement par un accroissement du taux brut de scolarisation au primaire qui est passé de 110% en 2018 à 116% en 2019<sup>2</sup>.

Cependant, les conditions de vie de la population, déjà fragiles avant la crise, restent précaires et plus d'un million d'enfants en âge scolarisable (3-18 ans<sup>3</sup>) restent dans le besoin d'assistance humanitaire dans le domaine de l'éducation, dont 204 000 en urgence.

Les sous-préfectures de Birao, Ouanda Djallé, Ouadda, Yalinga, Bria, Ippy, Bambari, Mingala, Bakouma, Alindao, Zangba, Mobaye, Kembé, Satema, Djémah, Zémio, Bambouti, Markounda, Batangafo, Paoua, Ngaoundaye, Kouï, Baboua, et Boda présentent une situation éducative particulièrement alarmante en raison d'un contexte sécuritaire volatile, de nombreuses écoles fermées, d'un déficit de capacités humaines et matérielles dans le milieu scolaire et de conditions de vie des communautés relativement précaires.

Il ressort que les préfectures de Kemo, Mambere Kadei, Nana gribizi, Bamingui Bangoran qui figuraient parmi les plus affectées en 2019 ont été prioritairement assistées et présentent une amélioration au niveau du système éducatif.

#### Populations affectées

Parmi ces enfants en besoin d'assistance en éducation, nous dénombrons **799,264** enfants non-déplacés, 142 097 déplacés et 94 257 retournés représentant respectivement 59%, 75% et 78% des enfants scolarisables de ces différentes catégories de population. De manière générale, un demi-million d'enfants restent en dehors des circuits scolaires, ce qui les expose à de multiples risques de protection tels que les abus et exploitation sexuelle, les mariages forcés et précoces, surtout pour les filles tandis que pour les garçons, le risque est plus lié à la traite et à l'enrôlement dans les groupes et forces armées non étatiques. .

Sur le plan de l'égalité genre, on constate un accès inéquitable à l'école puisque seulement 43% des enfants inscrits au primaire sont des filles. Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette disparité liée notamment le manque de ressources, les

---

<sup>1</sup> Données du Cluster Education

<sup>2</sup> Données du MEPS

<sup>3</sup> Le calcul des enfants dans le besoin a été fait sur la base de la tranche d'âge 5-19 ans qui était disponible dans les données ICASEES.

traditions, l'ignorance des lois et du droit, la violence à l'école ou sur le trajet, les structures sanitaires inadaptées pour les menstruations, les mariages et grossesses précoces ; etc.

Le taux de fréquentation scolaire est autour de 69%<sup>4-5</sup> et présente de fortes variations géographiques, avec des sous-préfectures qui ont des taux très bas, telles que Satema (21%), Zangba (22%) et Ippy (34%). Les déplacés et retournés ressortent comme étant les plus touchés avec respectivement 52% et 56% d'enfants entre 7-18 ans ont fréquenté l'école au moins 6 mois lors de la dernière année scolaire<sup>6</sup>.

Parmi les enfants dans le besoin, **156,163** sont en situation d'handicap et disposent d'un accès aux services éducatifs limité. En effet, dans l'enquête MSNA 16% des ménages ayant un enfant en situation de handicap affirment que leur enfant a été déscolarisé car l'accès à l'école était impossible ou que l'enseignement n'était pas adapté.

Nous notons également que dans certaines localités, des groupes de populations se retrouvent plus vulnérables que d'autres par rapport à l'accès à l'éducation tels que les minorités ethniques ou confessionnelles, les enfants associés aux forces et groupes armés<sup>7</sup>, les enfants déviés dans les sites miniers ou les travaux domestiques, les enfants séparés<sup>8</sup>, les enfants porteurs d'une maladie infectieuse, malnutris, abandonnés à la rue, etc.

### Analyse des besoins sectoriels

Le secteur de l'éducation est confronté à des problématiques multidimensionnelles comme 1) la non fonctionnalité des écoles ; 2) le traumatisme du conflit et la peur des communautés ; 3) un environnement éducatif lacunaire en capacités humaines et matérielles pour délivrer un service adéquat ; 4) les trappes à pauvreté et le manque de gouvernance.

Effectivement, le bilan pour le secteur éducatif reste préoccupant avec **378** écoles qui sont restées non-fonctionnelles sur 2 598 écoles du pays au cours de l'année scolaire 2018-2019, soit plus d'une école fermée sur dix. Cette situation affecte les enfants de manière alarmante dans les sous-préfectures de Bria (40 écoles non fonctionnelles sur 67) ; Ippy (24/37) ; Bambari (18/86) ; Bossangoa (19/91) ; Kembé (22/34) ; Zangba (17/39). En revanche, nous enregistrons un nombre d'attaques contre les écoles plus bas au cours de cette année, seulement 6<sup>9</sup> cas graves ont été rapportés et vérifiés contre 28 en 2018. Le sentiment d'insécurité et le manque d'implication des communautés demeurent des facteurs aggravants de non-retour à l'école, avec 40% et 44% de ménages déclarant avoir peur respectivement pour la sécurité de leurs enfants et filles<sup>10</sup>.

Le ratio élèves/enseignant est de 104 comme moyenne nationale alors qu'il est de plus de 170 élèves dans les sous – préfectures de Ouadda et Paoua ; ce qui nuit considérablement à l'apprentissage des élèves dans des classes pléthoriques et multigrades. Le processus de redéploiement des enseignants titulaires et qualifiés planifié par le gouvernement se heurte toujours à l'ancrage territorial des groupes armés ainsi qu'à la faute d'accès et de moyens logistiques. Par conséquent, les écoles ont largement recours aux maitres parents, lesquels sont nommés par les communautés locales afin de fournir une éducation de base dans les zones touchées par les conflits. Bien que leur statut soit reconnu par l'Etat, la prise en charge de ces derniers revient à la communauté, ce qui impacte directement le cout de la scolarité ainsi que sa qualité. Dans certains cas extrêmes, tels qu'observé dans les préfectures de Haut -bomou (Bambouti, Mboki), Basse-Kotto (Zangba et Mingala) et Haute-Kotto (Yalinga, Ouadda), l'éducation repose à 100% sur les maitres parents.

Par ailleurs, la persistance de poches d'insécurité, le niveau de vie précaire de la population combinés à une présence limitée de l'Etat et ses structures décentralisées sur l'étendue du territoire rendent difficile le relèvement économique et perpétue un

---

<sup>4</sup> MSNA 2019

<sup>5</sup> Enfants en âge scolaire fréquentant l'école au moins 6 mois lors de l'année scolaire 2018-2019

<sup>6</sup> MSNA 2019

<sup>7</sup> En 2019 il y a 3 056 enfants associés aux forces et groupes armés selon le sous-cluster Protection de l'Enfance

<sup>8</sup> En 2019 il y a 771 enfants en situation de séparation avec leurs familles selon le sous-cluster Protection de l'Enfance

<sup>9</sup> Entre janvier à septembre 2019 par le mécanisme de rapportage et de suivi des cas de violation grave contre le droit des enfants mis en place et fonctionnel en RCA

<sup>10</sup> MSNA 2019

## 2 PAGES MAXIMUM

cercle vicieux sur l'accès et la qualité de l'éducation. Le manque de moyen financier des parents pour s'acquitter des frais de scolarité et l'achat des matériels et fournitures scolaires suivi de la non-fonctionnalité des écoles se placent comme les premières barrières à l'éducation<sup>11</sup>.

Le manque d'accès aux services de base comme la santé<sup>12</sup>, à l'eau, l'hygiène et l'assainissement<sup>13</sup>, à une alimentation saine et équilibrée<sup>14</sup>, accroît la vulnérabilité des enfants et limite leur accès à une éducation de qualité.

Les enquêtes MSNA et Ground Truth Solutions sur les perceptions des communautés en rapport avec leurs besoins prioritaires n'ont pas réussi à capter les préoccupations des enfants en âge scolaire. Toutefois, les enquêtes pilotes menées dans les sous-préfectures de Paoua et Bangassou par GTS informent qu'1/4 des répondants identifie le besoin en éducation comme l'un des moins satisfaits dans la réponse humanitaire<sup>15</sup>. En matière d'accès à l'information, 1/3 des ménages (36%) expriment leurs besoins d'information sur comment scolariser leurs enfants. Ceci est particulièrement le cas dans la préfecture du Mbomou. Enfin en matière de besoins scolaires, l'appui direct en matière de fourniture scolaire est cité comme besoin prioritaire<sup>16</sup>.

### Projection des besoins

La légère amélioration des conditions sécuritaires peut pousser les parents à envoyer les enfants à l'école causant ainsi une pression sur les infrastructures scolaires déjà en nombre insuffisant et aggravant le ratio élèves/enseignant qui risque d'aller au-delà de 147 si on se base sur les chiffres actuels des enfants scolarisables pour ne donner qu'un exemple. L'incertitude face au processus de désarmement entamé et l'organisation des élections présidentielles risque toutefois d'avoir des incidences sur le nombre d'enfants dans le besoin en éducation. Les zones géographiques sorties d'une phase éducative sévère devront faire l'objet d'une veille et d'un accompagnement pour consolider les acquis et ainsi éviter une dégradation de la situation humanitaire.

### Suivi des besoins

*Indicateurs de suivi des besoins (nombre à déterminer par chaque cluster : 1 minimum – 3 maximum)*

#	TITRE	PERIODICITE	SECTEUR	SOURCE / RESPONSABLE
1	Taux d'écoles non fonctionnelles	Semestriel	Education	Cluster et IA
2	Ratio élèves inscrits/enseignant	Semestriel	Education	Cluster et IA
3	% de maîtres-parents	Semestriel	Education	Cluster et IA

<sup>11</sup> MSNA 2019

<sup>12</sup> Selon la MSNA 2019, 20% de décès rapportés par les ménages au cours des 90 jours précédant l'enquête étaient dû à des maladies diarrhéiques

<sup>13</sup> Selon la MSNA 2019, 37% de ménages utilisent de l'eau de sources non-améliorées ou de l'eau de surface

<sup>14</sup> Selon l'enquête SMART 2018, le taux de malnutrition chronique est de 37,7%

<sup>15</sup> Enquête Ground Truth Solution 2019

<sup>16</sup> MSNA, REACH 2019